



**Arrêté n° 1122-24-20-025
portant modification des conditions
d'exploitation de la plate-forme de transit et regroupement de déchets
exploitée par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT
sur la commune d'Écouché les Vallées**

Le préfet de l'Orne,
chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} et les titres 1 et 4 du Livre V ;

Vu la nomenclature des Installations classées figurant à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements figurant à l'annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature ICPE et instaurant notamment l'ensemble des rubriques 3000 permettant la transposition de la directive IED ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 et le récépissé de changement d'exploitant du 19 décembre 2006 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un

établissement de transit et regroupement de déchets situé à Fontenai sur Orne, commune aujourd'hui rattachée à Écouché les Vallées ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 avril 2018, 19 mai 2021 et 25 avril 2023 modifiant cet arrêté du 14 août 2000 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 26 janvier 2024 de l'inspection de l'environnement, spécialité « Installations classées » de la DREAL ;

Vu le courrier signé le 5 février 2024 transmettant le projet d'arrêté pour contradictoire ;

Vu les remarques formulées par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT dans son courriel du 23 février 2024 ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 décembre 2023, il a été constaté que le volume minimal requis en eaux d'extinction en cas d'incendie de 120 m³ n'était pas disponible au sein de la fosse de récupération des eaux de ruissellement, notamment en raison de l'utilisation de ces eaux pour les opérations de curage à l'extérieur du site. Une telle situation a déjà été constatée à plusieurs reprises. Par ailleurs, la présence de boues et de végétation au fond de cette fosse pourrait par ailleurs être préjudiciable au pompage par les pompiers en cas d'incendie ;

Considérant que les moyens mis en place par l'exploitant en ce qui concerne la défense incendie du site ne sont pas suffisants et ne permettent pas de garantir, en toutes circonstances, le volume minimal d'eau d'extinction requis ;

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer ces moyens de lutte contre l'incendie avec la mise en place d'une réserve d'eau dédiée sur le site, dont la localisation sera déterminée après accord avec les services du SDIS ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 décembre 2023, il a été constaté l'inétanchéité d'une fosse maçonnée de stockage de déchets dangereux ;

Considérant que cette situation fait peser une menace sur la qualité des sols et des eaux souterraines et nécessite la mise en place d'une surveillance ;

Considérant que l'article 14 de la directive IED demande aux États Membres de s'assurer que l'autorisation prévoit toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des articles 11 et 18 de cette même directive ;

Considérant que ces dispositions sont reprises au sein de l'article R.515-60 du code de l'environnement, dont le point f demande notamment une surveillance des eaux souterraines et des sols ;

Considérant que les dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement qui prévoient que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion d'une modification des installations ;

Considérant les dispositions de l'article R.181-45 qui prévoient que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires ;

Considérant que les prescriptions complémentaires du présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 modifié susvisé, autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter une plate-forme de transit et de regroupement de déchets à Écouché les Vallées, sont modifiées par le présent arrêté.

Article 2 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 8.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété est remplacé par les prescriptions suivantes :

Article 8.2.3.2 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- *des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;*
- *des extincteurs qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ils sont bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces extincteurs feront l'objet d'un contrôle annuel ;*
- *une réserve d'eau d'au moins 120 m³ accessible en toute circonstance.*

La réserve est installée sous un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Son emplacement est validé par les services d'incendie et de secours. Les justificatifs, attestant de la conformité de cette réserve au règlement opérationnel départemental du SDIS 61 en vigueur, sont transmis à l'inspection des installations classées. »

Article 3 – Modalités de gestion des effluents liquides

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété est remplacé par les prescriptions suivantes :

Article 4.3.5 – Modalités de gestion des effluents liquides

Les eaux ruisselant sur les surfaces stabilisées, susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage/empotage des déchets dangereux autres qu'eaux hydrocarbonées, également susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un second séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Suite au traitement par ces deux séparateurs d'hydrocarbures, ces eaux de ruissellement sont rejetées dans une fosse de 150 m³, puis réutilisées pour le lavage des engins, tout en veillant à maintenir un volume disponible d'au moins 120 m³ dans la fosse, pour les besoins en cas d'incendie, jusqu'à la mise en place de la réserve incendie dédiée prescrite à l'article 8.2.3.2 du présent arrêté.

Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage des déchets pâteux sont collectées par gravité et envoyées directement dans la fosse des eaux hydrocarburées décantées.

Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage des matières de vidange et des eaux hydrocarburées sont collectées et dirigées vers la fosse de décantation des matières hydrocarburées.

Les eaux ruisselant sur l'aire imperméabilisée d'empotage des eaux hydrocarburées décantées sont collectées dans une fosse étanche et enterrée de 3 m³, munie d'un dispositif de contrôle du niveau. Le niveau de remplissage de cette fosse est contrôlé au moins une fois par semaine et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès que le niveau atteint 80 % de la capacité, l'exploitant procède au pompage des eaux de la fosse et les évacue dans la fosse à eaux hydrocarburées décantées voisine. Les opérations de pompage sont reportées sur le registre susmentionné.

Les eaux ruisselant sur l'aire imperméabilisée d'empotage des déchets épandables sont également collectées dans une fosse étanche et enterrée de 3 m³, munie d'un dispositif de contrôle du niveau. Le niveau de remplissage de cette autre fosse est contrôlé au moins une fois par semaine et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès que le niveau atteint 80 % de la capacité, l'exploitant procède au pompage des eaux de la fosse et les évacue dans la fosse à eaux hydrocarburées décantées. Les opérations de pompage sont reportées sur le registre susmentionné.

Les eaux ruisselant sur la toiture du bâtiment « séchage », non susceptibles d'être polluées, regagnent le milieu naturel par infiltration par un puits d'infiltration. Les eaux ruisselant sur la toiture du bâtiment « engins » sont dirigées vers le bassin de rétention par un réseau distinct de celui dédié aux eaux nécessitant un traitement par séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux de lavage des véhicules et cuves mobiles doivent être récupérées dans la fosse dédiée puis pompées et introduites comme déchets hydrocarbures dans la fosse à matières de vidanges. Une traçabilité des opérations de pompage de ces déchets internes est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Aucun des flux collectés dans la fosse de 150 m³ ne peut être rejeté directement au milieu naturel et ne peuvent pas être utilisées pour aucun autre usage non listé dans les présentes prescriptions y compris à l'extérieur du site.

L'introduction dans l'une des deux fosses concernées des matières de vidange pompées dans la fosse septique présente sur le site est tolérée, sous réserve de compatibilité et d'une parfaite traçabilité des flux de ces déchets internes.

En cas de sinistre ou de pollution, les eaux collectées sur les surfaces imperméabilisées et sur les surfaces stabilisées devront être confinées dans la rétention des cuves aériennes, conformément aux dispositions de l'article 8.5.2 du présent arrêté.

Séparément de tous les différents flux d'eaux de surface ci-dessus détaillés, les eaux épurées issues de l'unité de traitement des déchets liquides faiblement pollués sont rejetées au réseau intercommunal d'eaux usées, sous réserve que l'exploitant dispose d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité compétente. Le point de rejet au réseau public d'eaux usées, relié à la station d'épuration collective d'Argentan, présente les coordonnées de référence (Lambert II étendu) suivantes :

X : 422233.98 m – Y : 2416464.94 m. Le débit de rejet journalier est limité à 30 m³/j, et le débit horaire à 1,25 m³/h. »

Article 3 – Protection des eaux souterraines

L'article 9.2.3.6 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Article 9.2.3.6 – Étanchéité des surfaces

L'ensemble des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines (réentions, revêtements de surface extérieurs et intérieurs, réseaux enterrés et canalisations, regards, séparateurs/débourbeurs...) doit faire l'objet de contrôles périodiques visant à vérifier leur niveau de vieillissement, leur intégrité et leur capacité à assurer l'isolement des sols et des eaux souterraines. Une liste de ces dispositifs et éléments est établie par l'exploitant.

L'exploitant procède, au minimum une fois par trimestre, à un contrôle visuel des cuves aériennes afin de détecter toute usure ou toute fuite. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.

En outre, les quatre cuves aériennes font l'objet d'une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou au moins 0,3 bar.

L'étanchéité des fosses et cases est vérifiée au moins une fois par an, après vidange totale. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection. »

Les autres éléments sont vérifiés tous les trois ans au minimum.

Les résultats détaillés de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute dégradation d'un dispositif ou élément constatée dans le cadre de ces contrôles doit faire l'objet d'actions correctives, dans un délai maximum de 6 mois après le contrôle. »

Article 4 – Surveillance des eaux souterraines

Le titre 10 "Surveillance des émissions et de leurs effets" de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété susvisé est complété par les prescriptions suivantes :

« Article 10.2.5 – Surveillance des eaux souterraines

L'objectif de cette surveillance est d'appréhender et de suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines par la réalisation de prélèvements dans un réseau de piézomètres (articles 10.2.5.1 à 10.2.5.5 ci-dessous).

Article 10.2.5.1 – Analyses

Les échantillons sont prélevés, conservés, manipulés et analysés en respectant les méthodes de référence indiquées à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent.

Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines à chaque campagne.

Les procédures sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance, de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications sont apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

Article 14.12.2 – Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose au minimum de trois piézomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique.

L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres.

Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules).

En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le préfet et prend les mesures appropriées pour le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Article 14.12.3 – Fréquence

La première campagne de surveillance est réalisée au plus tard cinq mois après notification du présent arrêté, puis la surveillance est exercée à minima une fois tous les deux ans. Les modalités et fréquences de la surveillance des eaux souterraines pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.4 – Paramètres

Les paramètres recherchés sur les piézomètres susvisés sont au minimum :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
Température	1301
pH	1302
Conductivité à 25°C	1303
Potentiel d'oxydo-réduction (Rh)	2264
Hydrocarbures totaux C10-C40	7154
Somme des HAP (16)	6136
BTEX (Somme de benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)	5918
PCBs (somme des 7 PCBs)	6423
COHV : Tétrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1,2-Dichloroéthylènes cis et trans, Chlorure de vinyle	Tétrachloroéthylène : 1272 Trichloroéthylène : 1286 1,2-Dichloroéthylènes cis et trans : 6365 Chlorure de vinyle : 1753
Métaux (Somme de Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn+Zn)	8095
PFAS ⁽¹⁾	/

⁽¹⁾ Les PFAS sont analysés lors de la première campagne de surveillance par estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF). Si le résultat confirme la présence de PFAS dans les eaux souterraines, les substances listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2003 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation doivent faire l'objet d'une analyse. En l'absence de détection, cette surveillance sera arrêtée après accord de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.5 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la réalisation du prélèvement, accompagné d'un rapport précisant au moins les points suivants :

- la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;

- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- les seuils de détection des analyses pour chaque paramètre,
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques sont reprises sous la forme de tableaux, accompagnés de commentaires sur les dépassements et sur l'évolution des concentrations.

Le premier rapport reprend les valeurs des analyses réalisées lors des diagnostics antérieurs. Les valeurs sont également comparées aux valeurs de référence en vigueur.

Si une anomalie est constatée, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, la surveillance est renforcée. »

Article 5 – Surveillance des sols

Le titre 10 "Surveillance des émissions et de leurs effets" de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété susvisé est complété par les prescriptions suivantes :

« Article 10.2.6 – Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les 10 ans.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques et les substances identifiées dans le rapport de base (transmis le 10 août 2022).

La première campagne est réalisée avant le 31 décembre 2024, le plan de prélèvement est soumis à l'avis préalable de l'inspection.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. »

Article 6 – Cessation d'activité

L'article 1.8.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété susvisé est complété par les prescriptions suivantes :

« Article 1.8.5 – Cessation d'activité

En cas de cessation définitive d'une activité classée, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité, en tenant compte de l'état des sols au droit du site constaté dans le rapport de base transmis à l'occasion de la révision du BREF WT. »

Article 7 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Caen :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent acte leur a été notifié ; par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions (en mairie et/ou sur le site internet de la préfecture).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 – Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé : rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État de l'Orne, pendant une durée minimale de quatre mois.

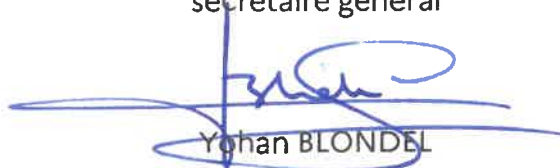
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune d'Écouché les Vallées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Écouché les Vallées, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (Inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon le **14 MARS 2024**

Pour le préfet,
le sous-préfet
secrétaire général



Yohan BLONDEL